

Note d’information sur la situation économique nationale

au quatrième trimestre 2024

### L’arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre 2024 fait ressortir un ralentissement de la croissance de l’économie nationale se situant à 3,7% au lieu de 4,2% durant le même trimestre de l’année précédente. Les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 4,4% et celles du secteur agricole une baisse de 4,9%.

### Cette croissance, principalement tirée par la demande intérieure, s’est inscrite dans un contexte marqué par une maîtrise de l’inflation et une aggravation du besoin de financement de l’économie.

**Ralentissement de la croissance économique**

**La valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** a enregistré une baisse de 4,7% au quatrième trimestre 2024, contre une baisse de 0,1% à la même période de l’année précédente. Cette évolution résulte du fort **repli de la valeur ajoutée du secteur agricole** de 4,9% au lieu d’une hausse de 1% et de la hausse de celle de la pêche de 0,8% au lieu d’une baisse de 19,2%.

De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire** a affiché un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 6,9% durant le même trimestre de l’année précédente à 4,9% au quatrième trimestre 2024. Elle a été marquée par le ralentissement des activités de :

* l’industrie d’extraction à 6,5% au lieu de 16,1%;
* l’industrie manufacturière à 3,7% au lieu de 7,4% ;

et de la hausse de celles :

* du bâtiment et travaux publics de 7% au lieu de 2,9%;
* de l’électricité, gaz, eau, assainissement et déchets de 5,7% au lieu de 3,6%.

**Par ailleurs, la valeur ajoutée du secteur tertiaire** a réalisé une hausse de 4,2% au lieu de 3,3% la même période de l’année 2024. Ceci a été le résultat de la hausse des activités :

* de l’Hébergement et restauration de 12,8% au lieu de 8,2%;
* des services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale de 3,9% au lieu de 1% ;
* du commerce et réparation de véhicules de 3,1% au lieu de 1,8%;
* des Services de l’éducation, de la santé et action sociale de 2,7% au lieu de 1,5%;

et du ralentissement de celles :

* de la Recherche et développement et les services rendus aux entreprises à 5,3% au lieu de 5,9%;
* du Transport et de l’entreposage à 4,6% au lieu de 5,3%;
* des Services financiers et assurances à 4,3% au lieu de 5,5%;
* de l’Information et communication à 2% au lieu de 4,3% ;
* des Services immobiliers à 1,9% au lieu de 3,3%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu une hausse de son taux d’accroissement passant de 4,3% le même trimestre de l’année passée à 4,4%.

Dans ces conditions, et compte tenu de la hausse de 6,7% du volume des impôts nets des subventions sur les produits, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** a enregistré une croissance économique de 3,7% au quatrième trimestre de l’année 2024 au lieu de 4,2% une année auparavant.

**Demande Intérieure en décélération : Consommation en ralentissement, Investissement soutenu**

Au quatrième trimestre 2024, la demande intérieure a affiché un ralentissement de son taux d’accroissement à 7,6% au lieu de 8,1% le même trimestre de l’année précédente, avec une contribution à la croissance économique de 8,9 points au lieu de 9,4 points une année auparavant.

C’est ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages ont affiché un ralentissement de leur taux d’accroissement passant de 5,1% la même période de l’année précédente à 4,1% au quatrième trimestre 2024 avec une contribution à la croissance de 2,6 points au lieu de 3,2 points.

De leur côté, les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont connu une hausse de 4,8% au lieu de 3%, avec une contribution à la croissance de 0,9 point au lieu de 0,6 point.

Par ailleurs, le taux d’accroissement de l’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a connu une hausse de 15,3% au lieu de 16,6% au quatrième trimestre 2023, contribuant ainsi à la croissance de 5,4 points au lieu de 5,5 points.

****Une contribution négative des échanges extérieurs****

Au niveau des échanges extérieurs de biens et services en volume, aussi bien les exportations que les importations ont enregistré des fortes hausses durant le quatrième trimestre 2024. C’est ainsi que les importations de biens et services ont affiché une hausse de 15,6% au lieu de 12,5%, avec une contribution négative à la croissance de 9 points au lieu d’une contribution négative de 7,7 points, durant la même période de l’année passée. De leur côté, les exportations ont augmenté de 9,2% au lieu de 5,5%, avec une contribution à la croissance de 3,8 points au lieu de 2,5 points une année auparavant.

Ainsi, la contribution nette des échanges extérieurs à la croissance économique est restée négative, s'établissant à (-5,2) points, un niveau similaire à celui enregistré au quatrième trimestre 2023.

**Maitrise de l’inflation**

Aux prix courants, le PIB a connu une hausse de 6,2% durant le quatrième trimestre 2024 au lieu de 8,4% la même période de l’année passée, dégageant ainsi une hausse du niveau général des prix de 2,5% au lieu de 4,2%.

****Hausse du besoin de financement de l’économie nationale****

Avec une augmentation du PIB aux prix courants de 6,2% et une hausse de 0,9% des revenus nets reçus du reste du monde, le revenu national brut disponible a connu un ralentissement de son évolution passant de 8,7% la même période de l’année précédente à 5,8% au quatrième trimestre 2024.

Compte tenu de l’accroissement de 4,9% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 5,7% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 28,8% du PIB au lieu de 28,2%.

L’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a représenté 32% du PIB au lieu de 29,6% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale a connu ainsi une hausse, passant de 1,4% du PIB à 3,2% au quatrième trimestre 2024.

En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du quatrième trimestre 2024.

